



**EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 8 avril 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GABARD à M. RIMARK, Mme HOLGADO à Mme SARRAUTE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 5

Abstention : 0

21 – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MISSION AUX ÉLUS

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Le remboursement des frais réels de mission liés à l'existence de fonctions électives est régi par le décret n° 83-16 du 13 janvier 1983 modifié par le décret n°88-74 du 21 janvier 1988 portant établissement de la liste des pièces justificatives des paiements des communes, notamment l'article L 2123-18 du code général des collectivités territoriales.

Les frais engagés par les élus seront remboursés aux frais réels, sur présentation d'un état accompagné de l'ordre de mission, des notes, factures ou titres de transports y afférents.

En cas d'utilisation du véhicule personnel, il sera appliqué le régime d'indemnités kilométriques des agents des collectivités territoriales.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser le remboursement des frais de mission (frais de séjour et de transport) des élus municipaux dans l'exercice de leur fonction, à compter de la date d'installation du Conseil Municipal.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 18/04/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

